

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

Ministère de l'Économie,  
des Finances et de la Souveraineté  
industrielle et numérique

---

## Décision du 18 décembre 2023 portant agrément du bureau de normalisation de l'automobile (BNA)

NOR : ECOI2333069S

**Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,**

Vu la loi n° 41-1987 du 24 mai 1941 relative à la normalisation ;

Vu le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 modifié relatif à la normalisation, notamment ses articles 8 et 11 ;

Vu le rapport d'évaluation du comité d'audit et d'évaluation en date du 6 juin 2023 ;

**Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le BNA est agréé comme bureau de normalisation sectoriel à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de quatre ans, pour le champ d'intervention suivant : caractéristiques fonctionnelles des véhicules routiers et des cycles, matériaux, composants et équipements spécifiques à leur construction, à leur mise en œuvre, à leur contrôle, à leur entretien et à leur réparation.

### **Article 2**

Le BNA se conforme aux obligations suivantes :

- disposer des moyens humains et financiers et de l'organisation adéquats ;
- mettre à disposition, sur internet et dans les délais requis, les informations permettant aux parties intéressées de décider de leur participation aux travaux des commissions de normalisation qu'il anime ;
- permettre aux commissions de normalisation qu'il anime de travailler sur la base de projets de norme en français si un participant le demande ;
- contribuer à l'élaboration des normes européennes et internationales dans son champ d'intervention en conformité avec les mandats donnés aux délégations nationales ;

- réaliser les versions françaises des normes européennes et internationales dans son champ d'intervention.

### **Article 3**

Le délégué interministériel aux normes est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel de l'administration centrale des ministères économiques et financiers*.

Fait le 18 décembre 2023

Le Délégué interministériel aux normes  
Rémi STEFANINI